

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/USA/4

21 octobre 1997

(97-4599)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 a) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

ETATS-UNIS

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 octobre 1997.

En vertu de l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation adopté par le Comité des sauvegardes pour les notifications présentées au titre de l'Accord sur les sauvegardes (G/SG/N/6, 7 février 1995), les Etats-Unis notifient que les autorités compétentes ont ouvert une enquête en matière de mesures de sauvegarde dans les conditions suivantes:

1. Date à laquelle l'enquête a été ouverte

1er octobre 1997.

2. Produit faisant l'objet de l'enquête

Gluten de froment (blé) relevant des sous-positions 1109.00.10 et 1109.00.90 du Tarif douanier harmonisé des Etats-Unis.

3. Raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

L'enquête a été ouverte pour donner suite à une requête déposée pour le compte de la branche de production nationale et se fonde sur les renseignements et les éléments de preuve qui y figurent. Une copie de l'avis d'ouverture de l'enquête et du calendrier d'enquête est jointe à la présente notification. Une copie de la requête sera également communiquée au Comité sous pli séparé. Les représentants des gouvernements pourront consulter ces documents au Secrétariat de l'OMC.

COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ETATS-UNIS

Enquête n° TA-201-67

GLUTEN DE FROMENT (BLE)

Administration

Commission du commerce international des Etats-Unis.

Mesure

Ouverture et organisation d'une enquête au titre de l'article 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (19 U.S.C. § 2252) (ci-après dénommée la Loi).

Résumé

Ayant pris connaissance d'une requête déposée le 19 septembre 1997 au nom du Conseil des producteurs de gluten de froment (blé), la Commission a ouvert l'enquête n° TA-201-67 au titre de l'article 202 de la Loi en vue de déterminer si le gluten de froment (blé) relevant des sous-positions 1109.00.10 et 1109.00.90 du Tarif douanier harmonisé des Etats-Unis est importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il représente ou menace de représenter une cause substantielle de dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

Pour de plus amples renseignements sur la conduite de cette enquête, les procédures d'audition et les règles d'application générale, voir le Code de pratique et de procédure de la Commission, partie 201, sous-parties A à E (19 CFR partie 201) et partie 206, sous-parties A et B (19 CFR partie 206), modifiée par 61 FR 37818 du 22 juillet 1996.

Date d'effet

19 septembre 1997.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à

Elizabeth Haines (202-205-3200), Bureau des enquêtes, Commission du commerce international des Etats-Unis, 500 E Street SW, Washington, D.C. 20436. Les personnes malentendantes peuvent obtenir des renseignements sur la question en se mettant en rapport avec le terminal TDD de la Commission au 202-205-1810. Les personnes ayant une mobilité réduite qui auront besoin d'une aide spéciale pour avoir accès à la Commission doivent se mettre en rapport avec le Bureau du Secrétaire au 202-205-2000. Il est également possible d'obtenir des renseignements généraux sur la Commission en consultant son serveur sur Internet (<http://www.usitc.gov> ou <ftp://ftp.usitc.gov>).

Renseignements complémentaires

Participation à l'enquête et liste des significations

Les personnes qui souhaitent participer à l'enquête en qualité de parties doivent déposer une demande de comparution auprès du Secrétaire de la Commission, comme prévu à la partie 201.11 du Code de la Commission, 21 jours au plus tard après publication de l'avis dans le Federal Register. A l'expiration du délai fixé pour le dépôt des demandes de comparution, le Secrétaire

établit une liste des significations renfermant le nom et l'adresse de toutes les personnes qui sont parties à l'enquête ou de leurs représentants.

Divulgaration limitée de renseignements commerciaux de nature confidentielle en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et liste des significations de renseignements commerciaux de nature confidentielle

Le Secrétaire, en application de la partie 206.17 du Code de la Commission, met à la disposition des personnes habilitées les renseignements commerciaux de nature confidentielle recueillis au cours de l'enquête, en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative concernant l'enquête, sous réserve que la demande de communication de ces renseignements soit présentée 21 jours au plus tard après publication de l'avis dans le Federal Register. Une liste de significations séparée sera établie par le Secrétaire pour les parties habilitées à avoir communication de renseignements commerciaux de nature confidentielle en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative.

Auditions sur l'existence d'un dommage et les voies de recours

La Commission a prévu de tenir dans le cadre de l'enquête des auditions séparées sur l'existence d'un dommage et les voies de recours. L'audition sur l'existence d'un dommage s'ouvrira à 9h.30 le 16 décembre 1997 au siège de la Commission du commerce international des Etats-Unis. Si la Commission établit une détermination positive de l'existence d'un dommage ou s'il y a partage des voix au sujet de l'existence d'un dommage, une audition sur la question des voies de recours aura lieu à 9h.30 le 10 février 1998. Les demandes de comparution aux auditions doivent être déposées par écrit auprès du Secrétaire de la Commission pour ou avant le 5 décembre 1997 et le 30 janvier 1998, respectivement. Toutes les personnes qui souhaitent prendre part aux auditions et y présenter une communication orale doivent assister aux conférences avant audition qui se tiendront à 9h.30 les 9 décembre 1997 et 3 février 1998, respectivement, au siège de la Commission du commerce international des Etats-Unis. Les dépositions orales et les documents écrits qui seront soumis lors des auditions doivent être conformes aux dispositions des parties 201.6 b) 2) et 201.13 f) du Code de la Commission. Les parties qui souhaitent faire une partie de leur déposition à huis clos doivent en faire la demande au plus tard sept jours avant la date de l'audition.

Communications écrites

Toutes les parties sont encouragées à soumettre à la Commission un mémoire avant audition. Les dates limites sont fixées au 10 décembre 1997 pour le dépôt des mémoires avant audition sur l'existence d'un dommage et au 3 février 1998 pour le dépôt des mémoires avant audition sur les voies de recours, s'agissant notamment de tous les engagements contractés en exécution de la Loi 19 U.S.C., § 2252 a) 6) B). Les dates limites pour les mémoires après audition sont fixées au 23 décembre 1997 pour ce qui est de l'existence d'un dommage et au 18 février 1998 pour ce qui est des voies de recours. En outre, toute personne qui n'est pas partie à l'enquête peut présenter un exposé écrit contenant des renseignements relatifs à l'examen du dommage pour ou avant le 23 décembre 1997 et des renseignements relatifs à l'examen des voies de recours pour ou avant le 18 février 1998. Toutes les communications écrites doivent être conformes aux dispositions de la partie 201.8 du Code de la Commission; toute communication renfermant des renseignements commerciaux de nature confidentielle doit également être conforme aux prescriptions de la partie 201.6 du Code de la Commission.

Conformément à la partie 201.16 c) du Code de la Commission, chaque document déposé par une partie à l'enquête doit être signifié à toutes les autres parties à l'enquête (qui sont identifiées par la liste des significations), et un certificat de signification doit être déposé en temps opportun. Le Secrétaire ne peut pas accepter de document à verser au dossier de l'enquête si ce document n'est pas accompagné d'un certificat de signification.

Autorité

L'enquête est menée en application de l'article 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur. Le présent avis est publié en application de la partie 206.3 du Code de la Commission.

D'ordre de la Commission.

La Secrétaire
Donna R. Koehnke

Date de publication: